# Annexe 3 : « Attestation sur l’honneur »

Je soussigné (e) (Nom et Prénom) représentant légal de (Identification de la structure)

- Certifie être en règle au regard de l’ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants.

- Certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l’ensemble des demandes de subvention introduites auprès d’autres financeurs publics.

- Demande une participation financière de (montant) euros.

- M’engager à réaliser le projet dans les conditions définies dans la convention notamment à respecter les obligations ci-dessous :

1 – Transmettre au service instructeur les décisions et certificats de versement relatifs aux aides publiques sollicitées aux cours des trois dernières années.

2 – Certifie que le montant cumulé des aides publiques attribuées sur les 3 dernières années dont l’exercice en cours :

 Est inférieur ou égal à 500 000 €

 Est supérieur à 500 000 €

3 – Respecter les dates d’éligibilité des dépenses prévues dans la convention portant attribution de la participation financière de la Conférence des financeurs du département de l’Isère.

4 – Respecter les règles d’éligibilité des dépenses.

5 – Informer le service instructeur de l’avancement de l’opération ou de l’abandon du projet et ne pas modifier le contenu du projet ou le plan de financement initial sauf accord du service.

6 – Donner suite à toute demande du service instructeur aux fins d’obtenir les pièces ou informations relatives au conventionnement ou à la liquidation de l’aide.

7 – Remettre au service instructeur les bilans intermédiaires et les bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers finalisés selon les modèles transmis et aux dates prévues par la convention. A l’appui de ces bilans, le porteur communiquera en pièces jointes les décisions des cofinanceurs publics qui n’auraient pas été produites antérieurement ainsi que la liste des factures et pièces comptables et valeur probante équivalente justifiant des dépenses déclarées aux bilans correspondants.

8 – Déclarer des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire correspondant à des paiements exécutés et justifiés par des pièces de dépense acquittées (facture avec mention portée par le fournisseur, feuilles de salaire…) ou des pièces de valeur probante équivalente.

9 – Me soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service instructeur ou par toute autorité commissionnée par l’autorité de gestion ou par les corps d’inspections et de contrôle nationaux ou communautaires. A cet effet, le porteur s’engage à présenter aux agents de contrôle tous documents et pièces établissant la réalité, la régularité et l’éligibilité des dépenses encourues.

10 – Conserver les pièces justificatives jusqu’à la date limite à laquelle sont susceptibles d’intervenir les contrôles, soit 3 ans après la date de fin de la convention.

11 – Procéder au reversement, partiel ou total des sommes versées, exigé par l’autorité de gestion en cas de non-respect des obligations ci-dessus et notamment, de refus des contrôles, de la non- exécution totale ou partielle de l’opération, de la modification du plan de financement sans autorisation préalable ou de l’utilisation des fonds non conforme à l’objet.

Cachet de l’organisme ou raison sociale :

Fait pour valoir ce que de droit.

A :

Date :

Nom et signature du responsable légal de l’organisme :

Les fausses déclarations sont sanctionnées par les articles 441-1 et suivants du code pénal.